

— Session ordinaire de Mai —

— Séance du 30 Mai 1909 —

L'an mil neuf cent neuf, le trente du mois de Mai, à huit heures du matin.

Le conseil municipal de Riez, réunément convoqué par M<sup>e</sup> le Maire, s'est asssemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M<sup>e</sup> Félix Marie, pour la session ordinaire de Mai.

Présents : M<sup>e</sup> M. Félix, Sauvage, Lozon, Roche, Herre, Kambaud, Fouquet, Gacon, Artaud, Briand, Olive, Aubin, Patry, Louillat, Bourcier, Gendron, Belasque, Gauchete, Gav. Parilliard & Favz.  
Absents : M<sup>e</sup> M. Peneau, non venu & M. Gereau, Kuhnauus excusé.

Conformément à l'article 53 de la loi du 5 avril 1884, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil, M<sup>e</sup> Gauvillet ayant obtenu la majorité des suffrages et été désigné pour remplir ces fonctions qui il a acceptées.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu & adopté sans observation.

Demande d'allocation journalière. M<sup>e</sup> le Maire dépose sur le bureau une demande par laquelle M<sup>e</sup> Vrand Augustin, Jeune pêcheur, demeurant au village de la Batte Lande, sollicite l'allocation journalière de 0,75, pendant la présence dans les drapéaux de son fils Julian Eugène Hippolyte, de la classe de 1907, incorporé au 65<sup>e</sup> Régiment d'Infanterie à Brest.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré donne un avis favorable à cette demande.

Passage à niveau du chemin de fer Toulon. Legé - Route de Machecoul. (M<sup>e</sup> N° 23)

M<sup>e</sup> le Maire rapporte au conseil que cette assemblée - dans sa séance du 15 Novembre 1908 avait demandé à la compagnie du chemin de fer Nantes-Leggé de substituer à des barrières roulantes les chaînes qui existent au passage à niveau de la route Nationale N° 25 (route de Machecoul).

A la suite de cette délibération M<sup>e</sup> Brugardon, Ingénieur des Ponts & chaussées nous a transmis un rapport dans lequel M<sup>e</sup> Pelt, chef d'exploitation donne les motifs pour lesquels il serait difficile de substituer des barrières roulantes aux chaînes existantes.

M<sup>e</sup> le Maire demande au conseil de vouloir bien revenir sur sa première décision.

Le conseil municipal.

Tu l'apprôves M<sup>e</sup> le Maire,

Vu le rapport de M<sup>e</sup> Plet, chef d'exploitation,  
annulé sa délibération du 15 Novembre 1908, et demande  
que l'arrêté préfectoral du 15 Janvier 1910, <sup>mentionnant que 2 bûches étaient éteintes dans l'arrondissement de la ville de Paris</sup> soit annulé le 20/1/10.

passage d'arbres depuis la route de la vallée de la Bièvre jusqu'au passage de chaque brin, <sup>mentionnant</sup> également observé.

Demande d'acquisition de terrain par M<sup>e</sup> Moreau, chemin de C<sup>e</sup> 4:65 à Chemin des Branches.

M<sup>e</sup> le Maire dépose sur le bureau une demande par laquelle M<sup>e</sup> Moreau Joseph, cultivateur demeurant au village du Genetais sollicite l'acquisition d'une parcelle de terrain communal située à l'est de ce village et à l'intersection du chemin de Grande Communication, N° 65 et du chemin des Branches.

Cessio

Le conseil municipal renvoie cette question à la prochaine séance pour renseignements complémentaires de la part de M<sup>e</sup> l'agent voyer.

Demande d'acquisition de terrain par M<sup>e</sup> Rivière aux Chapelles.

M<sup>e</sup> le Président expose au Conseil que M<sup>e</sup> Rivière, cultivateur aux Chapelles demande à acquérir une parcelle de terrain situé au droit de sa maison au dit village des Chapelles.

Cette parcelle est inscrite au cadastre sous le n° 38116 les impiés en sont payés par le pétitionnaire.

En conséquence, le Conseil municipal ne donne aucune suite à la demande du sieur Rivière.

Enquête sur les demandes d'acquisitions de terrains aux Chapelles par M<sup>e</sup> Clergeau Jean, Armand André Brechet & Armand André Agaïsse.

M<sup>e</sup> le Maire communique à l'Assemblée le procès-verbal de l'enquête à laquelle il a été procédé le 16 mai courant par M<sup>e</sup> Bazel, commissaire désigné à cet effet sur le projet d'aliénation de parcelles de terrains au village des Chapelles à M<sup>e</sup> 1. Clergeau Jean, 2. Armand André Brechet, 3. Armand André Agaïsse.

Répar

M<sup>e</sup> le Maire donne ensuite lecture des réclamations faites par les 2 premiers pétitionnaires, Clergeau Jean & Armand André Brechet qui déclarent que le terrain qu'ils avaient demandé à acquérir leur appartient en vertu de titres de propriété.

Il fait connaître également la décision de M<sup>e</sup> le commissaire enquêteur, lequel est d'avis qu'il n'y a pas lieu, pour la commune de Poëze, de céder les parcelles sus indiquées et de considérer les demandes comme nulles & non avancées.

Cravaux

Le conseil municipal, après avoir examiné les motifs invoqués par les réclamants,

Considérant que ces réclamations sont fondées,

M<sup>e</sup> donne aucune suite aux demandes d'acquisitions de terrains de M<sup>e</sup> Clergeau Jean & Armand André Brechet.

Demande d'acquisition de terrain au Port au Blé par M<sup>e</sup> Brechesche.

M<sup>e</sup> le Maire expose au Conseil que par suite de l'alignement qui a été donné à M<sup>e</sup> Brechesche fils jeune, fabriquant de caisses, à

Nantes, avenue de Géant pour construire un mur sur le chemin de Petite Communication N° 7 du Port au Blé, celui-ci prend à la voie publique une superficie de 7<sup>m</sup> 54 évaluée à raison de 3<sup>t</sup> le m<sup>2</sup>, fait pour un prix total de 22<sup>t</sup> 62.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré accepte de vendre aux conditions ci-dessus indiquées la dite parcelle de terrain formant l'excédent du chemin de petite communication N° 7, au Port au Blé.

Cessions de terrains à la Commune par abb. M. Patron Joseph, Patron Marie & Bernard Auguste aux chapelles.

M<sup>e</sup> le Maire communique au Conseil les aiguements donnés à M<sup>e</sup> M. Joseph Patron, Marie Patron, & Auguste Bernard, aux chapelles en vertu desquels ceux-ci cèdent à la commune les quantités de terrain indiquées ci-dessous & dont le prix en a déjà été fixé par le Conseil municipal dans sa séance du 7 mars 1909.

Savoir :

- 1<sup>e</sup> Patron Joseph, 17<sup>m</sup> 50 pour un prix global de 380 francs, compris l'indemnité de dépossession de bâtiment & de terrain.
- 2<sup>e</sup> Patron Marie, 9<sup>m</sup> pour un prix global de . . . 5 francs.
- 3<sup>e</sup> Bernard Auguste 6<sup>m</sup> pour un prix global de 180 francs fait un total de . . . 565 francs

Le conseil municipal après en avoir délibéré accepte l'acquisition des terrains ci-dessus, mais décide que le paiement sera effectué en 1910.

Réparation à effectuer à l'Eglise de St Paul

M<sup>e</sup> le Maire rappelle au Conseil que dans sa séance du 7 mars dernier, cette assemblée avait décidé de prendre à sa charge les réparations à faire extérieurement à l'église de St Paul et dont le montant s'élève à 7950<sup>t</sup> 77 suivant devis. Certaines modifications au dit devis ayant paru nécessaires M<sup>e</sup> Batty architecte a été chargé d'en établir un nouveau qui sera présenté à la prochaine réunion.

Le conseil décide que le devis définitif sera transmis pour approbation à M<sup>e</sup> le Préfet avec demande de subvention au département & à l'Etat, il décide également que les travaux seront l'objet d'une adjudication spéciale.

Travaux dans les Ecoles de la Commune - Lettre de M<sup>e</sup> le Préfet

M<sup>e</sup> le Maire donne lecture au Conseil d'une lettre-circulaire de M<sup>e</sup> le Préfet en date du 10 avril 1909 relative à diverses réparations à faire dans les écoles publiques de la commune & signalees à l'Administration par M<sup>e</sup> l'Inspecteur d'Académie.

Parmi ces réparations figure la reconstruction des cabinets d'assances de l'école des garçons du Bourg de Kézé dont le projet a déjà été voté le 6 avril dernier et approuvé par M<sup>e</sup> le Préfet le 11 du même mois.

Le Conseil municipal demande que ces travaux de reconstruction dont le devis s'élève à 1526.85 comprennent les honoraires de l'architecte soient assumés par les entrepreneurs adjudicataires de l'enveloppe des bâtiments communaux sous la surveillance de M<sup>e</sup> Batty aux conditions du devis tel quel est basé sur les témoins, puis les cahiers des charges de la commune approuvés par M<sup>e</sup> le Préfet le 14 mars 1909, à suivant les rabais consentis.

Deutsch au Bourg. M<sup>e</sup> le Maire fait connaître au Conseil que le puits communal au Bourg sera creusé prochainement, de ce fait l'école des Garçons pourra se procurer de l'eau potable qui lui manque actuellement ainsi que le fait remarquer dans son rapport M<sup>e</sup> l'Inspecteur d'Académie.

Avenues d'accès aux garés P.V. & G.V. de Pont-Roussac.

M<sup>e</sup> le Président informe le Conseil municipal que l'Administration des Chemins de fer de l'Etat serait disposée à faire la remise à la commune, des équipes d'accès aux garés P.V. & G.V. de Pont-Roussac.

Le Conseil municipal

Considérant que l'insuffisance des ressources de la commune ne lui permet pas de classer de nouveaux chemins dans la voirie vicinale, attendu que déjà l'entretien des chemins de Petite Communication nécessite une imposition extraordinaire

Par ces motifs, déclare ne pouvoir accepter, pour l'instant, les propositions des chemins de fer de l'Etat.

Demandes d'ouverture de crédits - Receveur des postes de Barentemoulle.

Le Conseil accorde à M<sup>e</sup> Zénac Jérôme receveur des postes à Barentemoulle 100 francs pour indemnité de logement au lieu de 75 francs.

Sport nautique de l'Ouest. Courses de Bouguenais.

Le Conseil vote 100 francs à la Société le Sport nautique de l'Ouest & 50 francs à la Société des Courses de Bouguenais.

Demande de Bouchereau facteur (secours)

Le Conseil accorde une indemnité de 25 francs à titre de secours au facteur Bouchereau.

Demande de Bourgaud préposé sanitairie.

Le Conseil porte le traitement de Bourgaud à 100 francs par an au lieu de 100 francs à partir du 1<sup>er</sup> Juillet prochain.

Ensuite le conseil donne plein pouvoir à M<sup>e</sup> le Maire pour l'enclade avec M<sup>e</sup> Dautray vétérinaire au sujet de ses salaires.

Demande de M<sup>e</sup> le Président de la Société de secours mutuels "La Fraternelle".

Le Conseil vote une subvention de 50 francs au délégué de la Société "La Fraternelle" pour prendre part au congrès de Nancy.

Assistance aux vieillards aux infirmes et aux incurables. Révision trimestrielle.

M<sup>e</sup> le Maire dépose sur le bureau toutes les demandes des vieillards des

informés & des incurables tendant à bénéficier de l'assistance conformément  
à la loi du 14 Juillet 1905, lesquelles demandes ont déjà été soumises  
à l'examen du Bureau de Bienfaisance.

Il invite le Conseil à voter la loi en délivrer

Le Conseil municipal.

Vu la loi du 14 Juillet 1905,

Vu toutes les demandes produites & soumises au Bureau de  
Bienfaisance,

Vu la liste nominative première partie,

1<sup>e</sup>. Arrêté au nombre de 8 la liste des veillards, infirmes & incurables  
privés de ressources qui ayant leur domicile de secours dans la commune  
reçoivent l'assistance;

2<sup>e</sup>. Détermine conformément aux indications portées sur la liste ci-dessous,  
le taux de l'allocation mensuelle allouée à chacun des assistés.

3<sup>e</sup>. Fixe la date du 1<sup>er</sup> Juin 1909 comme point de départ du paiement  
des allocations mensuelles.

- Indigents admis à l'assistance

1 Bertheux Marie fme Pothier, Chapelie, 5 <sup>e</sup> arr. 5. Kocher Pierre, Grand des revenus Marie ve Redor, Châtelot 15.00 6. Courtanceau Louis, 1 <sup>e</sup> arr. Lande	5.00
3 Lebeauvin Jeanne ve Guillemin, 1 <sup>e</sup> arr. 5 <sup>e</sup> arr. 7. Sorein Pierre, Ragon	10.00
4 Richard Raymond, Courtemont 10.00 8. Argenton 1 <sup>e</sup> Départ. (avis du Trésor)	7.00

Indigent dont le taux a été augmenté.

1 Cattard Anastasi, augmentée de 5<sup>e</sup>, recevra 15 francs.

Indigent non admis à l'assistance.

1 Arbaud Emile Louis - Houlès n'a pas d'age, enfants en mesure de le secourir.

2 Guillau Jean Jacques - 1<sup>e</sup> arr. Moulinier, enfants pouvant le secourir.

3 Roineix François - Chapelieu - enfants pouvant le secourir.

4 Cetis Rose ve Lorin - Rong - enfants pouvant le secourir (avis jugement  
rendu par le Juge de Paix & condamné pour à payer une pension alimentaire totale de 25<sup>e</sup> par mois à la veuve).

Demande d'augmentation rejetée.

1 Gardivel Marie ve Bille - Rong, veuve 5<sup>e</sup>, maintenue à ce taux, enfants pouvant lui venir en aide.  
Cravane de réparations dans les probabilités. M. le Maire informe le Conseil que la Commission  
départementale a accordé une subvention de 600<sup>e</sup> à la commune pour réparations à faire  
dans les probabilités, telles qu'elles seront exécutées par les entrepreneurs adjudicataires de l'entretien  
des bâtiments communaux & suivant les tableaux consentis.

Fait à délibéré à Rong, les deux mois & un jour dits.

Attest C. Léon G. Haucourt, Maire  
*(Signature)* A. Poitevin A. Briand A. Offroy, A. Aubin  
A. Poitevin D. Doutteau D. Moulinier A. Gauthier A. Vélezque  
J. Rong J. Gauthier J. Gauthier J. Gauthier